



Le 17 octobre 2016



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



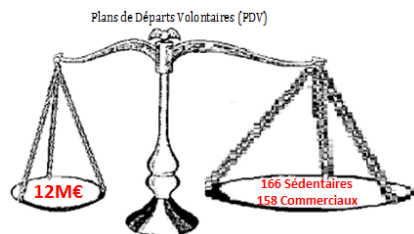
Les SALARIÉS Facilit' Rail France et International En GREVE le 20 Octobre 2016

Jamais la situation sociale et professionnelle de la restauration ferroviaire n'a été autant remise en cause depuis 2009 (date de la séparation Service à Bord et Service à Terre) par la SNCF, nos patrons et le gouvernement actuel avec la loi travail.

Sous-effectifs récurrents, augmentation de la précarité, absence de négociation, perte du pouvoir d'achat, règles sociales bafouées et ce n'est pas faute de l'avoir dénoncé.

Chacun peut mesurer **la perte** des fonds publics liée à la séparation de l'activité, **l'incompétence** notoire des Directions Crémonini, Newrest, Avirail, Facilit' Rail, CRMS et **leur irresponsabilité** tant sociale qu'économique ainsi que leur **cupidité**.

Tous ces gens n'ont aucune limite, non content d'avoir mis notre activité dans l'état lamentable que chacun constate, ils continuent.



Après le plan de départ volontaire (PDV) impliquant, 158 salariés au SAB c'est au tour des sédentaires avec l'indécence qui les

caractérise. La note est salée, 109 salariés sur les réseaux Sud-Est (Gare de Lyon, Gare de l'Est, Marseille, Lyon, Nice), Ouest (Montparnasse, Lille) auquel s'ajoute une délocalisation à Charenton Le Pont et 57 de plus sur le réseau Nord International.

Qu'est-ce qu'un PDV ? « Un plan de licenciement déguisé et qui ne se justifie en rien », le projet Newrest étant monté sur base d'incompétence et de méconnaissance de notre activité.

Rappelons que depuis l'arrivée de Facilit' Rail France au 1^{er} mars 2016, nous sommes passés de 477 à 467 salariés dans les services.

Cette situation aura pour conséquences:

- ✓ Dégradation de nos conditions de travail et de vie
- ✓ Fragilité renforcée de notre activité
- ✓ Menace de nos emplois et de nos familles
- ✓ Aggravation de la précarité

Nous revendiquons le droit à un emploi stable pour les précaires qui sont des êtres humains.

**NOUS DEVONS TOUS MASSIVEMENT NOUS OPPOSER
AU MASSACRE SOCIAL QUI SE PREPARE.**

**Non à la délocalisation de notre activité qui ne se justifie pas économiquement,
Non à la centralisation des environnements qui a déjà connu un échec en 2006,
Non au regroupement des services supports.**

D'autre part, **la loi travail**, avec ces dispositions permettant aux employeurs la remise en cause de ce qui fait nos conditions de travail et de vie, prévoit la suppression par regroupement de certaines de Conventions Collectives Nationales **dont la nôtre**.

C'est l'ensemble de nos acquis sociaux qui est en cause : 35 heures, 6^{ème} semaine de congés payés, jour fériés, notre 13^{ème} mois et demi, les RTT, nos caisses de retraites, etc...

Opérationnels, Maintenance, Administratifs, Cadres nous sommes tous menacés, ensemble défendons avec dignité notre gagne-pain.

TOUS EN GREVE LE 20 OCTOBRE